

ANTHROOPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

CARTOGRAPHIES AUTOCHTONES

Éthier, Benoît

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Date de publication : 2026-02-05

DOI : <https://doi.org/10.47854/gppg3496>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Les cartographies autochtones désignent les cartes produites par et pour les Autochtones, mobilisant autant « des techniques, des savoirs, des formes de représentation et des usages propres que celles recourant aux traditions cartographiques occidentales dites modernes » (Hirt 2009 : 172). Ces cartes sont produites et utilisées dans différents contextes de négociation territoriale, de transmission des savoirs et de protection des territoires ancestraux autochtones (Hirt 2022 ; Peluso 1995 ; Sato, Silva et Jaber 2014 ; Tobias 2000).

Les cartographies autochtones se distinguent par l'usage de techniques et de formes de représentation qui leur sont propres, tout en réinvestissant parfois les outils de la géographie moderne pour servir leurs propres finalités (Chapin, Lamb et Threlkeld 2005 ; Harris et Hazen 2006 ; Hirt 2022 ; Nietschmann 1995 ; Noucher 2021 ; Pearce et Louis 2008 ; Peluso 1995 ; Rose-Redwood et al. 2020). Elles peuvent se manifester par des médiums variés allant des plans et dessins jusqu'aux chants, danses, pétroglyphes ou marques corporelles (Lewis 1992, 1998 ; Luchessi 2018). Cette diversité indique que, dans la pensée autochtone, le territoire est indissociable du récit et de la performance. Annita Lucchesi (2018), géographe cheyenne, parle à ce titre de *cartographies ancestrales* pour désigner ces héritages « légués par les ancêtres pour continuer de développer notre relation à la terre » (2018 : 13, traduction libre), incluant les cartes précoloniales, mais aussi des cartes produites par des cartographes autochtones contemporains qui choisissent d'élargir ou de continuer leurs pratiques cartographiques comme un moyen de développer leur culture ou de contribuer à leur communauté. Ces productions, qu'elles soient précoloniales ou contemporaines, servent à la fois la transmission interne des savoirs et la négociation externe des droits (voir aussi Sato, Silva et Jaber 2014).

Historiquement, les puissances coloniales ont mobilisé l'outil cartographique pour en faire un instrument de pouvoir majeur. Partout sur le globe, les explorateurs européens ont sollicité les populations locales pour obtenir des informations géographiques cruciales sur des régions qu'ils qualifiaient de *terra incognita*. En Amérique du Nord, ces échanges prenaient fréquemment la forme de cartes tracées

ISSN : 2561-5807, Anthroopen, Université Laval, 2021. Ceci est un texte en libre accès diffusé sous la licence CC-BY-NC-ND, <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Citer cette entrée : Éthier, Benoît, 2026, « Cartographies autochtones », Anthroopen.
<https://doi.org/10.47854/gppg3496>

par les Autochtones, transmettant ainsi une connaissance fine des réseaux hydrographiques, des ressources territoriales et des occupations géopolitiques autochtones (Chapin, Lamb et Threlkeld 2005 ; Lewis 1992). Dans les élans de colonisation, la carte est rapidement devenue un outil d'appropriation territoriale et d'effacement des présences et des savoirs autochtones. Pour légitimer la spoliation territoriale, les représentants coloniaux ont faussement qualifié les territoires autochtones de *terra nullius* (territoire inhabité), profitant ainsi de la « doctrine de la découverte » selon laquelle on pouvait légalement s'approprier un territoire non occupé. La cartographie coloniale, telle qu'elle s'est développée principalement à la fin du XIX^e siècle, ne se contentait pas de décrire le monde ; elle précédait et cautionnait la conquête territoriale (Chapin, Lamb et Threlkeld 2005 ; Hirt 2022 ; Nietschmann 1994). Cette pratique consistait à imposer des frontières politiques et des structures de gestion qui renforçaient le pouvoir des métropoles tout en évacuant, intentionnellement ou non, l'occupation historique et contemporaine des peuples autochtones (Hirt 2009 ; Nadasdy 2002 ; Thom 2009, 2014). En remplaçant les toponymes originaux et en ignorant les titres territoriaux ancestraux, la carte coloniale opérait une spoliation des terres parfois plus dévastatrice que celle faite par l'usage des armes, car elle invisibilisait juridiquement et culturellement des nations entières (Wainwright et Bryan 2009).

Dans des démarches de résistance au colonialisme et à l'extractivisme, les *contre-cartographies* ont émergé comme un rempart essentiel à l'hégémonie impérialiste (Noucher 2021 ; Peluso 1995). La contre-cartographie représente les initiatives visant à produire des représentations de l'espace contestant les visions extractivistes dominantes (Peluso 1995 ; Rundstrom 1991 ; Wood, Fels et Krygier 2010). À partir des années 1960 et 1970, en Amérique du Nord et en Australie, des nations autochtones ont entamé des travaux de recherche sur l'occupation et l'utilisation des territoires (Chapin, Lamb et Threlkeld 2005 ; Freeman 2011). Ces projets ne sont pas de simples collectes de données techniques ; ils mobilisent la tradition orale, les savoirs territoriaux ainsi que des recherches archéologiques et historiques pour documenter la continuité de la présence autochtone sur leurs territoires ancestraux souvent convoités par les industries minières, forestières, pétrolières ou hydroélectriques (Freeman 2011 ; Hirt 2022). Ces cartes présentent des projets de vie et une historicité qui s'opposent frontalement aux logiques d'exploitation massive des ressources. Elles rappellent que les territoires autochtones ne sont pas des espaces vides ou des *terrae nullius*, mais des paysages habités, nommés et gérés selon des protocoles *sui generis* (Luchessi 2018).

Au Canada, ce mouvement a pris une ampleur particulière à partir des années 1970, période marquée par des décisions juridiques, notamment avec l'arrêt Calder (1973) qui reconnaît le titre aborigène sur les territoires ancestraux qui n'ont fait objet d'aucun traité. Le gouvernement fédéral a alors instauré la Politique sur les revendications territoriales globales en 1973 pour conclure des traités modernes là où aucune entente n'avait été signée. Pour négocier, les organisations autochtones ont dû fournir des preuves matérielles de leur lien avec le territoire et de leur occupation ancestrale de celui-ci. À cette période, plusieurs recherches sur l'occupation et l'utilisation des territoires ont été menées par différentes organisations autochtones à travers le Canada. L'*Inuit land use and occupancy project* (ILUOP) réalisé en 1976 demeure l'un des exemples les plus achevés de cette démarche. En documentant les pratiques environnementales sur près de trois millions de kilomètres carrés, les Inuits

ont pu soutenir la création du Nunavut en 1999, transformant ainsi la carte en un levier d'autodétermination politique (Freeman 2011).

Une innovation méthodologique majeure de cette période est la cartographie biographique. Cette approche consiste à recueillir les témoignages oraux des membres de la communauté pour tracer, sur des fonds de cartes topographiques, l'ensemble des itinéraires de chasse, de pêche et de cueillette d'un individu au cours de sa vie. La superposition de ces biographies révèle une occupation totale et continue du territoire (Chapin, Lamb et Threlkeld 2005 ; Freeman 2011 ; Hirt 2022 | Tobias 2000). Ces cartes ont démontré l'absurdité des imaginaires coloniaux : là où les colons ne voyaient que des étendues inexploitées, les Autochtones décrivaient un réseau dense de campements, de caches et de routes migratoires. Cette méthodologie collaborative et participative est devenue une norme au Canada. Elle favorise la valorisation des savoirs locaux issus d'expériences intimes et multigénérationnelles (Bryan 2011 ; Desbiens, Hirt et Collignon 2020 ; Éthier, Gagnon et Coocoo 2025 ; Hirt et Roche 2013 ; Sato, Silva et Jaber 2014). Dans ce contexte, le processus de création de la carte – la concertation entre aînés et jeunes, la mise en commun des mémoires – est souvent jugé plus important que le produit cartographique en lui-même (Éthier 2025).

Enfin, la cartographie autochtone possède une dimension profondément pédagogique et politique. En s'opposant aux cartographies extractivistes et coloniales élaborées par les institutions étatiques ou industrielles pour faciliter l'exportation des ressources, les nations autochtones réaffirment leurs relations filiales avec la terre (Bryan et Wood 2015 ; Harris et Hazen 2006 ; Nietschmann 1995 ; Pearce et Louis 2008 ; Peluso 1995). Ces initiatives ne visent pas seulement à préserver des ressources, mais à consolider l'identité communautaire et à accroître la capacité des peuples à se représenter eux-mêmes selon leurs propres critères. La cartographie autochtone devient alors un acte de souveraineté intellectuelle et politique, permettant de contester le pouvoir exclusif des acteurs dominants sur la définition de l'espace et de son avenir.

Références

- Bryan, J. et D. Wood, 2015, *Weaponizing Maps: Indigenous Peoples and Counterinsurgency in the Americas*, New York, The Guilford Press.
- Chapin, M., Z. Lamb et B. Threlkeld, 2005, « Mapping indigenous lands », *Annual Review of Anthropology*, 34 : 619-638, <https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.34.081804.120429>
- Desbiens, C., I. Hirt et B. Collignon, 2020, « Introduction to the special section on Indigenous spatial capital: Incorporating First Peoples' knowledges, places, and relations into mapping processes », *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, 64(1) : 4-64, https://doi.org/10.1111/cag.12604?urlappend=%3Futm_source%3Dresearchgate.net%26utm_medium%3Darticle
- Éthier, B., 2025, « Processus cartographiques et contre-cartographies autochtones : transmission des savoirs et affirmation des droits territoriaux dans des processus de recherche et de négociation territoriales chez les Atikamekw Nehiowisiwok (Québec,

- Canada) », *Revue d'études autochtones*, 53(2) : 23-32, <https://doi.org/10.7202/1116504ar>
- , J. Gagnon et C. Coocoo (dir.), 2025, « Cartographies autochtones », *Revue d'études autochtones*, 53(2) : 3-8, <https://doi.org/10.7202/1116501ar>
- Freeman, M.R., 2011, « Looking back – and looking ahead – 35 years after the Inuit land use and occupancy project », *The Canadian Geographer*, 55(1) : 20-31, https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2010.00341.x?urlappend=%3Futm_source%3Dresearchgate.net%26utm_medium%3Darticle
- Harris, L.M. et H.D. Hazen, 2006, « Power of maps: (Counter) mapping for conservation », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 4(1) : 99-130, <https://doi.org/10.14288/acme.v4i1.730>
- Hirt, I., 2022, « Indigenous mapping: Reclaiming territories, decolonizing knowledge », in B. Debarbieux et I. Hirt (dir.), *The Politics of Mapping*, Hoboken et Londres, ISTE/Wiley : 155-185.
- , 2009, « Cartographie autochtones. Éléments pour une analyse critique », *L'Espace géographie*, 38(2) : 171-186, <https://doi.org/10.3917/eq.382.0171>
- et S. Roche, 2013, « Cartographie participative », in I. Casillo et al. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, GIS Démocratie et Participation, <https://www.dicopart.fr/cartographie-participative-2013>
- Lewis, M., 1998, *Cartographic Encounters: Perspectives on Native American Mapmaking and Map Use*, Chicago, The University of Chicago Press.
- , 1992, « Traditional cartography in the Americas », in M. Lewis et D. Woodward (dir.), *Cartography in the Traditional African, American, Arctic, Australian, and Pacific Societies*, Chicago, The University of Chicago Press : 51-172.
- Lucchesi, A.H., 2018, « “Indians don’t make maps”: Indigenous cartographic traditions and innovations », *American Indian Culture and Research Journal*, 42(3) : 11-26, <https://doi.org/10.17953/aicrj.42.3.lucchesi>
- Nadasdy, P., 2002, « “Property” and Aboriginal land claims in the Canadian subarctic: Some theoretical considerations », *American Anthropologist*, 104(1) : 247-261, <https://doi.org/10.1525/aa.2002.104.1.247>
- Nietschmann, B., 1995, « Defending the Miskito Reefs with maps and GPS: Mapping with sail, scuba, and satellite », *Cultural Survival Quarterly*, 18(4), www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/defending-miskito-reefs-maps-and-gps-mapping-sail-scuba
- Noucher, M., 2021, « Dénoncer, braconner, renverser le pouvoir des cartes. Enjeux et limites de la contre-cartographie en Guyane française », in D. Bracco et L. Genay (dir.), *Contre-cartographier le monde*, Limoges, Presses universitaires de Limoges : 55-68.
- Pearce, M.W. et R.P. Louis, 2008, « Mapping Indigenous depth of place », *American Indian Culture and Research Journal*, 32(3) : 107-126, <https://doi.org/10.17953/aicr.32.3.n7g22w816486567j>

Peluso, N.L., 1995, « Whose woods are these? Counter-mapping forest territories in Kalimantan Indonesia », *Antipode*, 27(4) : 383-406, <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.1995.tb00286.x>

Rose-Redwood, R. et al. (2020), « Decolonizing the map: Recentering Indigenous mappings », *Cartographica*, 55(3) : 151-162, <https://doi.org/10.3138/cart.53.3.intro>

Rundstrom, R.A., 1991, « Mapping, postmodernism, indigenous people and the changing direction of North American cartography », *Cartographica: The International Journal for Geographic Information and Geovisualization*, 28(2) : 1-12, <https://doi.org/10.3138/5J46-51T2-7M42-316G>

Sato, M., R. Silva et M. Jaber, 2014, « Between the remnants of colonialism and the insurgence of self-narrative in constructing participatory social maps: Towards a land education methodology », *Environmental Education Research*, 20(1) : 102-114, https://doi.org/10.1080/13504622.2013.852654?urlappend=%3Futm_source%3Dresearchgate.net%26utm_medium%3Darticle

Thom, B., 2014, « Reframing Indigenous territories: Private property, human rights and overlapping claims », *American Indian Culture and Research Journal*, 38(4) : 3-28, <https://doi.org/10.17953/aicr.38.4.6372163053512w6x>

—, 2009, « The paradox of boundaries in Coast Salish territories », *Cultural Geographies*, 16(2) : 179-205, <https://doi.org/10.1177/1474474008101516>

Tobias, T.N., 2000, *Chief Kerry's Moose: A Guidebook to Land Use and Occupancy Mapping*, Vancouver, Union of BC Indian Chiefs-Ecotrust Canada, Research design and data collection.

Wainwright, J. et J. Bryan, 2009, « Cartography, territory, property: Postcolonial reflections on Indigenous counter-mapping in Nicaragua and Belize », *Cultural Geographies*, 16(2) : 153-178, <https://doi.org/10.1177/1474474008101515>

Wood, D., J. Fels et J. Krygier, 2010, *Rethinking the Power of Maps*, New York, Guilford Press.